

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Troisième session ordinaire
du Conseil d'administration**

Rome, 21 - 25 octobre 2002

NOTES D'INFORMATION

NOTE D'INFORMATION SUR L'ALIMENTATION SCOLAIRE



Distribution: GÉNÉRALE

WFP/EB.3/2002/INF/23

18 octobre 2002

ORIGINAL: ANGLAIS

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site WEB du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

INTRODUCTION

1. En 2000, le Programme alimentaire mondial a lancé une Campagne mondiale pour l'alimentation scolaire qui a pour objectif d'encourager les gouvernements de tous les pays à mettre en place des programmes nationaux d'alimentation scolaire garantissant une alimentation nutritive à tous les enfants qui en ont besoin.
2. L'alimentation scolaire peut prendre la forme soit de repas consommés à l'école soit de rations à emporter qui visent à réduire la faim et à encourager les enfants d'âge scolaire (en particulier les filles, les orphelins et les autres enfants vulnérables) des zones affectées par l'insécurité alimentaire à s'inscrire à l'école, à la fréquenter régulièrement, à y obtenir de bons résultats et à ne pas abandonner leurs études.
3. L'alimentation scolaire répond aux engagements ci-après de la communauté mondiale:
 - "l'Éducation pour tous" (Déclaration de Jomtien de 1990 et Programme de Dakar d'avril 2000);
 - réduction de moitié, d'ici 2015, du nombre de personnes souffrant de la faim dans le monde (Sommet mondial de l'alimentation, 1996);
 - orientation d'au moins 50 pour cent des ressources d'éducation vers les jeunes filles et les femmes (Beijing +5, 1995);
 - amélioration de l'éducation, de la situation nutritionnelle et sanitaire de tous les enfants (Sommet mondial de l'enfance, 1990);
 - Objectifs de développement du millénaire (Sommet du millénaire, New York, 2000), en particulier réduire de moitié l'extrême pauvreté et la faim d'ici 2015, donner à tous une éducation primaire, émanciper les femmes et promouvoir l'égalité entre hommes et femmes.
4. En 1999, 11,9 millions d'enfants ont bénéficié d'activités d'alimentation scolaire du PAM dans 52 pays. Ces activités du Programme ont atteint 12,3 millions d'écoliers dans 54 pays en 2000, et un peu plus de 15 millions de bénéficiaires dans 57 pays en 2001. En 2002, des écoliers de 60 pays bénéficient des activités d'alimentation scolaire du PAM.

FINANCEMENT

5. Un certain nombre de gouvernements ont offert des contributions aux activités d'alimentation scolaire du PAM depuis le lancement de la campagne en 2000, à savoir: Andorre, Communauté européenne, France, Allemagne, Honduras, Italie, Luxembourg, Suisse et États-Unis. En outre, des dons privés ont été offerts par des individus, une organisation non gouvernementale japonaise et la Société Cargill. Le Gouvernement du Danemark a offert l'hospitalité à une réunion d'experts sur l'alimentation scolaire et l'Agence canadienne de développement international (ACDI) a fourni une contribution aux opérations antihelminthiques en faveur des enfants bénéficiant des activités d'alimentation scolaire du PAM en Afrique.
6. Les dons du secteur privé aux activités d'alimentation scolaire du Programme se sont multipliés par dix entre 2000, date de lancement de la campagne, et 2001. Ils devraient se maintenir au niveau de 2001 cette année.



7. Depuis le début de 2002 la Communauté européenne et les Gouvernements d'Allemagne, d'Andorre, de France, et du Luxembourg ont offert des contributions aux activités d'alimentation scolaire du PAM; en outre, le Gouvernement des États-Unis a fourni des contributions à ces activités dans 15 pays.
8. En mai 2002, le Congrès des États-Unis a adopté une loi prévoyant un financement en faveur du Programme international George McGovern–Robert Dole (Alimentation pour l'éducation et la nutrition des enfants). Cette loi prévoit l'ouverture de crédits en faveur des activités internationales d'alimentation scolaire jusqu'à la fin de 2007, fixe l'objectif de financement initial à 100 millions de dollars pour 2003, et n'a aucun lien avec les excédents alimentaires.

ACTIVITÉS D'APPUI À L'ALIMENTATION SCOLAIRE DU PAM

9. En septembre 2000, une Unité d'appui à l'alimentation scolaire comprenant deux fonctionnaires du cadre organique a été créée au sein de la Division des stratégies et des politiques. Les activités qu'elle a entreprises à ce jour sont indiquées ci-après.

Enquête mondiale sur les programmes nationaux d'alimentation scolaire

10. Entre mai 2001 et avril 2002, le PAM a rassemblé des données sur les programmes nationaux d'alimentation scolaire et des informations connexes pour 153 pays du monde entier. Il a recruté 69 étudiants du troisième cycle en qualité d'associés chargés des enquêtes et des activités de plaidoyer dans 44 pays pour effectuer cette étude.
11. Les résultats de l'enquête ont été regroupés dans une base de données centrale accessible sur le site Web du PAM en suivant la séquence ci-après: www.wfp.org—“About WFP”—“School Feeding”—“Survey”. Le PAM a étudié et mis en place une série simple d'outils d'interrogation pour aider les personnes qui utilisent la base de données à effectuer les opérations fondamentales de regroupement des données, de rapport et de comparaison.
12. Depuis l'achèvement des travaux d'enquête qui leur avaient été confiés, les associés ont entrepris des activités de plaidoyer ou autres intéressant l'alimentation scolaire et le PAM. Ainsi, trois d'entre eux participent actuellement aux activités du PAM "Alimentation pour l'éducation en Afghanistan" en qualité de volontaires des Nations Unies. Trois autres travaillent avec le PAM en qualité d'agents recrutés localement en Arménie, au Népal et au Tadjikistan et quatre sont employés comme consultants au siège du Programme. Une associée a reçu le prix international Horowitz pour son étude "L'alimentation scolaire dans les situations de conflit et de crise", qui a été présentée au Comité permanent de la Conférence sur la nutrition des Nations Unies à Berlin en mars 2002. Cette associée a ensuite travaillé avec l'Université Tufts et le PAM au Bangladesh. Un autre associé est entré à l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), deux travaillent pour des ONG, et trois pour les ministères des affaires étrangères ou de l'agriculture de leur pays dans des responsabilités qui intéressent le PAM. En outre, plusieurs associés ont écrit des études ou entrepris des recherches sur des questions liées à l'alimentation scolaire.
13. L'Unité d'appui à l'alimentation scolaire se propose de continuer à employer un petit nombre d'associés chaque année. Il s'agit d'établir des liens entre les activités d'alimentation scolaire du PAM et les programmes d'enseignement universitaire et de recherche apparentés afin de donner aux étudiants du troisième cycle de divers pays et diverses disciplines l'occasion d'acquérir une formation et de mieux connaître l'alimentation scolaire et le PAM et plaider en leur faveur.



Enquêtes de référence

14. Le PAM a préparé et exécuté des enquêtes de référence normalisées dans chacun des 23 pays ayant bénéficié de la contribution des États-Unis pour 2001. Quelque 4 004 écoles ont ainsi été étudiées et les données ont été saisies dans une base gérée par l'Unité d'appui à l'alimentation scolaire. L'analyse de ces données a commencé au début de 2002 et le premier rapport sur les enquêtes de référence concernant l'alimentation scolaire qui contenait des informations de base pour ces 23 pays, a été terminé en avril. Des analyses supplémentaires ont été effectuées depuis lors et l'Unité peut fournir des rapports sur les résultats de l'enquête aux niveaux national, régional et mondial; elle doit également publier et diffuser les principaux résultats de cette enquête pour le 31 janvier 2003.
15. Les instruments d'enquête sont actuellement perfectionnés de façon à saisir également les données provenant des enquêtes complémentaires prévues pour les 23 pays qui ont fait l'objet d'enquêtes de référence l'année dernière. Les enquêtes complémentaires mesureront les changements intervenus depuis la fin de l'enquête de référence. Il est proposé d'entreprendre des enquêtes de référence dans les 35 autres pays qui bénéficient d'activités d'alimentation scolaire du PAM. Le coût des enquêtes de référence et des enquêtes complémentaires sera couvert par les contributions 2002 et 2003 aux activités d'alimentation scolaire du Programme.

Durabilité

16. En 2001 l'Unité d'appui pour l'alimentation scolaire a entrepris des études sur les opérations d'alimentation scolaire du PAM qui ont déjà pris fin. Une étude sur documents a été complétée par des études de cas au niveau national et des consultants se sont rendus au Brésil, au Cap-Vert, en Jamaïque, au Paraguay et au Swaziland pour faire le point des activités d'alimentation scolaire et étudier les facteurs qui ont favorisé ou entravé ces activités lorsque l'aide extérieure a pris fin.
17. Au début de 2002, une équipe spécialisée du PAM est allée au Japon pour retracer l'historique de l'alimentation scolaire dans ce pays et examiner plus particulièrement comment le Japon qui avait fait appel à l'aide extérieure en faveur d'une opération d'alimentation scolaire d'urgence après la guerre, a ensuite organisé un des programmes d'alimentation scolaire les plus complets et les mieux financés du monde.
18. Sur la base de ces travaux et d'autres études de cas en cours au Botswana, en El Salvador et en Namibie, la Division des stratégies et des politiques prépare actuellement des directives de "fin d'intervention" à l'intention des bureaux de pays. Un document à ce sujet devrait être présenté au Conseil d'administration en 2003.

Études spéciales

19. Des études et des analyses de plus longue durée dépassant les moyens du PAM sont nécessaires sur certaines questions liées à l'alimentation scolaire. L'Université des Nations Unies (UNU) a ainsi été invitée à travailler avec le PAM pour identifier les domaines de recherche liés à l'alimentation scolaire et l'organisation et l'exécution d'études à ce sujet. En 2001, l'UNU et le PAM ont convoqué une réunion de parties prenantes à Londres pour examiner les priorités de recherche. Des représentants de pays bénéficiaires et donateurs, d'ONG internationales et de la Banque mondiale ont participé à cette réunion.
20. Le PAM a ensuite choisi trois thèmes à étudier plus longuement: i) Qu'est-ce que la faim chez les enfants d'âge scolaire et comment la mesurer exactement? ii) Quels sont les problèmes de nutrition qui peuvent être traités grâce à l'alimentation scolaire et comment les programmes d'alimentation scolaire doivent-ils être orientés pour traiter ces problèmes?



iii) La mentalité des communautés et des parents a-t-elle changé depuis qu'un plus grand nombre de filles fréquentent l'école? Si oui, comment a-t-elle changé?

21. Une réunion complémentaire d'experts, organisée par le Gouvernement danois et le PAM a eu lieu à Copenhague en mai 2002 avec le concours de l'Université des Nations Unies; elle a rassemblé des représentants expérimentés des gouvernements donateurs et bénéficiaires, ainsi que des représentants des Nations Unies et des ONG et des experts des thèmes choisis. Outre les représentants du PAM et de l'ONU, des représentants des institutions ci-après ont participé aux travaux: Services de secours catholique, Centre international pour la santé de l'enfant, Centre de développement de l'éducation, Projet d'assistance technique pour l'alimentation et la nutrition (FANTA), Agro-Action Allemagne, Office allemand de la coopération technique (GTZ), Centre médical de l'Université Harvard, Institut de la nutrition et de la sécurité sanitaire des aliments (Chine), IFPRI, Ministère de l'éducation (Honduras), Ministère de l'éducation (Inde), Ministère de l'éducation et de la culture (République-Unie de Tanzanie), Ministère des affaires étrangères/Département de l'aide au développement—Nations Unies (Danemark), Université pédagogique de Copenhague (Danemark), Secrétariat d'État à la coopération internationale (Belgique), UNESCO, Département de l'agriculture des États-Unis, Banque mondiale et *World Vision*.
22. Le groupe a formulé les avis qui sont résumés ci-après:
- a) Il n'est pas recommandé de poursuivre les recherches sur la faim chez les enfants d'âge scolaire étant donné qu'il suffit de demander combien de fois par semaine les enfants vont se coucher sans dîner le soir et s'ils prennent un petit déjeuner le matin, pour savoir s'ils souffrent de la faim.
 - b) Les études antérieurement effectuées sur l'incidence nutritionnelle de l'alimentation scolaire dans les pays en développement n'ont pas permis de rassembler des données scientifiquement fondées. Il est donc recommandé d'entreprendre des recherches sur ce sujet dans les pays bénéficiant de l'aide du PAM et de veiller particulièrement à bien organiser les recherches.
 - c) Il est recommandé d'entreprendre des recherches sur le changement des mentalités des communautés et des parents à la suite de la scolarisation d'un plus grand nombre de filles. Il est souhaitable qu'une étude comparative soit effectuée dans plusieurs pays des régions où le PAM fournit depuis cinq ans ou plus une aide en faveur de l'éducation des filles.
 - d) En outre, les experts ont suggéré d'entreprendre des recherches sur l'incidence de l'alimentation scolaire sur les enfants orphelins à cause du VIH/SIDA.
23. Depuis cette réunion, de grands progrès ont été réalisés:
- Avec le Centre international pour la santé de l'enfant et l'Institut de santé infantile de Londres, le PAM étudie la possibilité d'ajouter lui-même une composante aux recherches de ces organisations sur les orphelins du VIH/SIDA. Le Centre a en outre proposé d'entreprendre une étude conjointe sur l'impact nutritionnel de volume des rations sur les enfants des écoles (par exemple rations de 300 kilocalories ou de 700 kilocalories).
 - Avec la Banque mondiale, le PAM examine la possibilité d'effectuer des recherches sur les programmes d'alimentation scolaire auxquels il fournit une aide au Kenya pour évaluer les effets de ces programmes sur les résultats scolaires des élèves, leur santé, leurs habitudes alimentaires à la maison et leur état nutritionnel. Le PAM étudie également avec ces organisations la possibilité d'élargir la collaboration à un pays en



Asie et un en Amérique latine et d'évaluer les effets des distributions de rations à emporter sur les idées et les comportements des parents et des communautés.

- Au moyen de fonds du PAM, l'IFPRI étudie de façon plus approfondie des données provenant de l'évaluation du Programme d'alimentation scolaire au Bangladesh, en s'attachant en particulier aux effets de l'accroissement du nombre d'écoliers sur les résultats des enfants.
 - L'Université Tufts a aidé le PAM à analyser les résultats de l'enquête de référence sur l'alimentation scolaire entreprise dans 23 pays l'année dernière. Tandis que le PAM prépare les enquêtes complémentaires dans ces pays et les enquêtes de référence à effectuer dans les pays où aucune enquête de ce genre n'a encore été effectuée, on étudie la possibilité d'élargir la collaboration avec d'autres universités de pays développés ou en développement.
 - Des étudiants du troisième cycle de l'Université Harvard ont proposé de travailler avec le PAM pour effectuer une enquête coût-efficacité sur les programmes d'alimentation scolaire. En effet, l'Université exige que ces étudiants entreprennent un travail de ce genre pour obtenir un diplôme d'études supérieures.
24. Le PAM et ses partenaires cherchent ensemble des fonds pour exécuter ces études.
25. Le PAM a entrepris deux études de cas pour savoir comment l'aide alimentaire pourrait être utilisée afin de favoriser l'éducation des orphelins du VIH/SIDA et d'autres enfants vulnérables. Des voyages ont eu lieu à cette fin en Côte d'Ivoire et en Zambie. Le rapport peut être obtenu sur demande.

Nouvelle méthode de suivi

26. Après l'essai réussi d'une nouvelle méthode de suivi basée sur l'utilisation de satellites en 2001, une opération pilote élargie a été lancée en 2002/2003. Il s'agit d'utiliser des dispositifs qui sont installés dans des écoles pour transmettre une fois par mois au moyen du système de satellites Argos des données clés sur l'alimentation scolaire au CLS (Collecte Localisation Satellite). Le CLS, situé en France, est le principal centre de collecte de données Argos. Les données ainsi recueillies sont mises à la disposition des gouvernements des pays participants sur un site web, par courrier électronique ou fournies sous forme de texte imprimé, selon le cas. Seuls les utilisateurs ayant obtenu l'approbation préalable du gouvernement national intéressé et reçu un code d'accès peuvent accéder aux données par pays.
27. Le Japon fabrique actuellement 750 dispositifs conformes aux spécifications du CLS et du PAM. Les cent premiers dispositifs produits sont en cours d'acheminement vers les pays où ils seront installés. L'exemple de l'installation de ces dispositifs et de la formation à leur utilisation sera étudié avant de mettre en place les 650 autres dispositifs.
28. La demande de dispositifs dépasse les moyens actuels de fourniture du PAM. En effet, 15 pays ont demandé des dispositifs et huit d'entre eux ont obtenu toutes les approbations officielles nécessaires. Il a été décidé d'envoyer 12 dispositifs dans chacun des pays suivants, dont le gouvernement a donné son approbation: Afghanistan, Cap-Vert, El Salvador, Guinée-Bissau, Malawi, Mozambique, Soudan et Tchad. Sur la base de l'expérience et des besoins de chacun de ces pays, le PAM décidera ensuite de la répartition des 650 autres dispositifs. Il est essentiel d'installer des dispositifs dans un échantillon scientifiquement valable d'écoles d'au moins deux pays avant la fin de l'année scolaire 2002/2003, ce qui permettra au PAM de rassembler des données au niveau national pour ces deux pays au moyen du nouveau système de suivi.



29. Le gouvernement de la France a offert des fonds pour financer les essais pilotes de ce nouveau système.

Lutte anthelminthique

30. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) et le PAM, avec l'appui de l'ACDI et de la Banque mondiale, ont collaboré activement pour organiser le traitement anthelminthique de millions d'enfants des écoles en association avec l'alimentation scolaire bénéficiant de l'appui du PAM. Ainsi, 21 pays africains ont participé à trois ateliers organisés respectivement en Ouganda et en Côte d'Ivoire en avril et décembre 2001; à cette occasion, des représentants des ministères de la santé et de l'éducation ont été formés à l'exécution des programmes anthelminthiques et ont reçu une aide pour préparer des stratégies d'exécution au niveau des pays.
31. Une fois que l'OMS et le PAM ont approuvé le plan de chaque pays, un financement de 50 000 dollars au maximum provenant d'un don de l'ACDI au PAM a été affecté à la phase pilote du traitement. Des programmes anthelminthiques sont en cours dans 15 des 21 pays qui ont participé au premier atelier. Tous les autres pays, sauf un, ont soumis des propositions qui doivent encore obtenir l'approbation définitive et/ou un financement avant que les pays ne lancent leur campagne.
32. Il est probable que la plupart des gouvernements participants pourront financer les traitements grâce à des fonds d'autres sources, en particulier des fonds destinés aux activités de santé scolaire dans le cadre des prêts et des dons de la Banque mondiale en faveur de l'éducation.
33. Les travaux des Partenaires de la lutte contre les parasites, groupement de parties intéressées qui s'efforcent, sous la direction de l'OMS, d'améliorer la collaboration et de renforcer les ressources de façon à élargir les traitements et autres mesures de lutte antiparasitaire dans le monde entier, ont permis d'instaurer une coordination avec des partenaires qui seront peut-être en mesure de concourir à la transformation des activités pilotes du PAM en programmes anthelminthiques d'ampleur réellement nationale.

COLLABORATION INTERINSTITUTIONS ET PARTENARIATS

34. En 2000 et 2001, dans le contexte de la Campagne mondiale pour l'alimentation scolaire, le PAM a travaillé avec l'UNESCO, la Banque mondiale, l'UNICEF, l'Université des Nations Unies, l'OMS, l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'IFPRI, des organes importants de différents gouvernements donateurs (par exemple, le Centre national d'études spatiales de France, le Service de l'alimentation et de la nutrition du Département de l'agriculture des États-Unis et le Ministère de l'éducation, de la culture, des sports, des sciences et des technologies du Japon), plusieurs universités, des ONG intéressées, des organismes du secteur privé et des fondations.



35. Certaines des activités de partenariat de l'année 2002 sont mentionnées plus haut dans la présente note. En outre, le partenariat du PAM avec l'UNICEF s'est notablement développé. Ainsi, un fonctionnaire de l'UNICEF est détaché à l'Unité d'appui pour l'alimentation scolaire pour un an, en vue de renforcer la collaboration de l'UNICEF dans les écoles recevant une aide du PAM. L'Unité a fourni des dossiers d'information sur l'alimentation scolaire à tous les bureaux concernés de l'UNICEF, a fait une enquête dans les bureaux du PAM et de l'UNICEF dans chacun des 60 pays où des programmes d'alimentation scolaire du PAM sont en cours et a identifié les équipes nationales qui se sont portées volontaires pour donner une autre dimension au partenariat existant en prenant comme base les programmes d'alimentation scolaire.
36. Le PAM a élargi sa collaboration avec les ONG internationales et locales. Outre les consultations et les accords de travail habituels, les crises d'Afghanistan et d'Afrique australe ont donné lieu à une série de consultations et de partenariats en faveur de l'alimentation scolaire qui serviront de modèle pour les travaux à venir dans d'autres régions. Des partenariats analogues sont proposés pour l'Afrique de l'Ouest et une série d'activités sera lancée dans cette région avant la fin de l'année.

